

LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LE
VERSEMENT AUX PROVINCES DES RECETTES AFFECTÉES
À LA MISE EN VALEUR

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a indiqué que le montant de la taxe sera probablement remis à la société nationale des pétroles. Cela veut-il dire que la société sera restreinte à ce champ d'activité en Alberta et dans une certaine mesure en Saskatchewan? Autrement, comment garantira-t-il que l'argent ira justement à ces provinces une fois remis à la société?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, ces fonds seront remis aux provinces à cette fin, probablement par l'entremise de la société ou d'un autre organisme fédéral. Naturellement, la société recevra aussi des fonds considérables pour son activité ailleurs.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES MESURES
MONÉTAIRES, FISCALES ET BOURSIÈRES ENVISAGÉES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je voudrais obtenir des précisions sur les réponses qu'a données le ministre ces derniers jours. Le gouvernement a-t-il adopté la position qu'il est impossible de ralentir le taux rapide d'inflation que nous connaissons dans le pays par voie de redressements des politiques monétaires, fiscales et de taux de change qui constituent les moyens traditionnels de régler le problème?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

M. Gillies: Dans ce cas, le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement ne fait rien pour enrayer l'inflation par des redressements dans les politiques monétaires, fiscales et de taux de change?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai tenté à plusieurs reprises d'expliquer au député que le gouvernement agit.

M. Gillies: Alors, étant donné que la situation économique du Canada est très incertaine à l'heure actuelle, comme le démontrent les changements de cotes à la Bourse et les nouvelles prévisions faites dans tout le pays, le ministre peut-il s'engager à informer la Chambre, avant le congé, de la politique monétaire, fiscale et du taux de change du gouvernement à l'heure actuelle?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je le ferai avec plaisir si l'occasion se présente. Le député n'a qu'à consulter les débats antérieurs. Nous avons fait régulièrement rapport à la Chambre lorsqu'il nous a été permis de le faire. Le député n'a qu'à relire ces discours.

LES PRÉVISIONS DU MINISTRE QUANT À L'EXPANSION

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme la plupart des pays occidentaux prévoient un ralentissement des activités économiques, le ministre est-il toujours confiant que l'économie canadienne continuera son expansion

Questions orales

au rythme précédemment prévu malgré la pénurie de pétrole?

● (1430)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la possibilité d'une pénurie pourrait, semble-t-il, avoir des effets adverses sur la croissance de l'économie canadienne comme sur d'autres grandes économies industrielles, mais on ne saurait préciser l'ampleur de ces effets pour l'instant, puisqu'il est impossible de prévoir l'importance du déficit. Le risque qu'il représente pour l'économie ne doit pas être sous-estimé, d'autre part il ne faudrait pas l'exagérer, car la situation est changeante actuellement. Je l'ai déjà dit et je le répète, l'adoption de mesures de conservation par des particuliers et par l'industrie, en ce qui concerne l'utilisation du pétrole, pourrait toujours atténuer la portée de ces effets sur l'économie. Mais la vigueur fondamentale de l'économie demeure, et elle repose sur un puissant potentiel d'investissements.

M. Ritchie: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il désigner les secteurs qui pourraient subir des effets désavantageux?

* * *

L'INDUSTRIE

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION
AUTOMOBILE—LES CAUSES DU SOLDE DÉFICITAIRE
CANADIEN—LES INVESTISSEMENTS DES COMPAGNIES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le déficit annoncé hier dans le commerce canado-américain de l'automobile s'élève à 129 millions de dollars, ce qui représente par rapport à la période correspondante de l'an dernier un revirement de 300 millions de dollars en faveur des États-Unis, le ministre nous dirait-il à quelles causes on attribue ce déficit dans son ministère et ce qu'il a l'intention de faire pour y remédier?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Mon secrétaire parlementaire a répondu hier à une question à peu près analogue et signalé que cela était dû surtout à une demande sans précédent au Canada—savoir une hausse d'environ 31 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'an dernier. L'augmentation de la demande aux États-Unis se chiffre à 16 p. 100. Il y a une deuxième raison, c'est que la vente des véhicules commerciaux a fortement augmenté au Canada.

M. Broadbent: Étant donné que, si cette hausse de la demande au Canada de voitures américaines se manifestait par l'achat de voitures produites au Canada plutôt qu'aux États-Unis, la réponse du ministre n'aurait aucun sens, puis-je demander à l'honorable représentant, partant de ce fait, ce qu'il fait pour modifier la structure des investissements dans l'industrie automobile, dont 95 p. 100 ont été effectués aux États-Unis au cours des deux dernières années.